

wunnen

luxembourg



wunnen n°36 - novembre / décembre 2013 - www.wunnen-mag.lu - prix : 5 €

Clervaux * MF architecture * Sarah Lavoine

Tables en fête | | Dressings | | Maison Meder à Esch | | Parquets



Entretien avec Nico Steinmetz, président de la FondArch

« On ne vit pas que dans une maison, on vit aussi dans un environnement »

Succédant à Christian Bauer à la présidence de la Fondation de l'architecture et de l'ingénierie (FondArch), Nico Steinmetz se voit confier la mission, entre autres, d'accompagner la réorganisation de la structure qui a célébré ses 20 ans en 2012. Pourquoi cette reconfiguration, quels sont les objectifs poursuivis, quelle est la résonance de la Fondation dans les débats publics autour de l'environnement bâti, où en sommes-nous en matière de « culture du bâti au Luxembourg » ? Nico Steinmetz répond.

Wunnen : Dans quel esprit reprenez-vous le flambeau après les cinq ans de présidence de Christian Bauer ? De la continuité, de nouvelles idées, de nouvelles pistes... ?

Nico Steinmetz : J'aime beaucoup la métaphore du flambeau qui renvoie à la symbolique des jeux olympiques, à ce parcours qui fait se relayer plusieurs sportifs pour porter un même flambeau jusqu'au point d'arrivée, la ville où se déroulent les jeux. Dans ce sens, il faut faire la distinction entre le président de la FondArch et l'architecte... Evidemment, en tant qu'architecte, j'ai ma manière de fonctionner, de réfléchir, mais dans mon rôle de président, je mets en retrait mes propres visions et focalise sur l'importance de la Fondation en tant qu'institution culturelle en devenir. Cela fait un an que nous travaillons sur le devenir de la Fondation, avec le conseil d'administration existant et Christian Bauer dont le mandat a couru jusqu'en juin. Nous avons approfondi la réflexion, notamment par le biais d'un workshop interne, afin de déterminer les prochaines étapes par lesquelles devra passer ce « flambeau ». L'objectif pour la Fondation reste celui de contribuer à la qualité et l'excellence de notre environnement bâti. C'est dans cette continuité-là que je désire prendre le relais.

Quels sont les grands changements à mettre en place pour la gouvernance de la Fondation ?

La Fondation a été créée il y a 23 ans par ceux que nous appelons les « pères fondateurs », des architectes engagés qui, à partir de zéro, ont construit une institution, l'ont fait vivre, développée, l'ont alimentée de leur énergie, mis sur pied une programmation... Au fil du temps, la Fondation a forcément évolué, et nous voulons qu'elle corresponde à l'époque et à l'environnement actuels. Les pères fondateurs sont aujourd'hui présidents honoraires, ils agissent toujours comme ambassadeurs. La génération qui suit, notre génération, n'a pas vraiment vécu cette période des fondements... Nous sommes motivés à faire vivre la Fondation, mais beaucoup plus comme une institution culturelle que comme un organisme porté par des individualités. Nous la percevons comme un véhicule culturel autour de la qualité de l'environnement bâti. C'est pourquoi, nous travaillons à mettre en place une nouvelle gouvernance, qui devra devenir opérationnelle en 2014. Pour élargir le débat, il est fondamental de collecter des savoirs, des questions ou des observations, émis par des générations différentes, des métiers différents. Le conseil d'administration existera toujours en tant qu'organe qui a la responsabilité de la Fondation. Mais il se limitera à un rôle de contrôle et de validation, tant des aspects administratifs et financiers que de la programmation élaborée par la direction. Par ailleurs, nous sommes en train de réfléchir à la mise en place d'un

organe consultatif qui permettra à un panel élargi de personnes d'interagir avec la Fondation. Le but est de créer une plateforme d'échange et de discussion, qui pourra générer des idées, des réflexions, dont la direction pourra faire la synthèse et qui pourront se traduire concrètement par des éléments de programmation.

Quel est véritablement l'impact des discussions sur la réalité de l'environnement bâti, ses contingences économiques, politiques, sociétales ?

D'abord, il s'agit d'intégrer, dans la programmation de la Fondation, des propositions qui peuvent provenir de l'extérieur, par exemple d'une autorité publique ou d'un groupement d'investisseurs ou d'entrepreneurs. L'objectif est d'inviter d'autres acteurs de la société civile à participer au débat et enrichir le questionnement. Parce que l'architecture et l'ingénierie ne peuvent pas être pratiquées de façon isolée. Il faut toujours interagir avec des conseillers, des entreprises, des corps de métiers, des ouvriers, qui vont réaliser ce qui a été conçu... Et même au niveau de la conception, on ne peut pas s'isoler dans un atelier clos, il faut composer avec des ingénieurs, des clients, des bureaux de contrôle, des administrations, etc. ; tous ces acteurs forment un cadre de travail et participent, indirectement, à la manière dont va être façonné notre paysage bâti de demain. Par conséquent, les intégrer dans le débat, c'est enrichir le questionnement interne à la Fondation, s'ouvrir à la réalité de tout ce qui se passe autour de nous, mais aussi exporter, nous l'espérons, vers ces acteurs divers, administrations, investisseurs, chercheurs, des réflexions dont ils n'avaient peut-être pas pris conscience.

Le point de vue critique sur ce qui se fait au Luxembourg en termes d'architecture et d'urbanisme... la « Streitkultur » est-elle vraiment possible sans froisser personne ?

Le Luxembourg est certes une sorte de vase un peu clos, avec des plates-bandes très proches l'une de l'autre. Mais on peut avoir un certain regard critique sans nécessairement tomber dans la « Streitkultur »... Il serait bénéfique, par exemple, que des discussions puissent se faire en amont des projets, par exemple tout de suite après qu'un jury ait fait un choix, de sorte que les éventuelles critiques ou observations puissent influencer sur l'un ou l'autre aspect du concept. La critique peut aussi se faire en employant la manière douce, qui n'est pas moins productive que la méthode conflictuelle. Les conférences, les échanges de points de vue, les visites de quartiers, permettent d'augmenter les connaissances et d'aiguiser le sens de l'observation. Comprendre pourquoi tel ouvrage fonctionne bien, pourquoi à d'autres endroits ça prend moins bien,

ooo

pouvoir discuter calmement autour de cela, c'est un moyen d'enrichir la culture du bâti...

La Fondation invite de nombreux conférenciers venus de l'extérieur du pays. Dans quel degré leurs regard et expérience sont-ils utiles ?

On ne peut mieux répondre à cette question qu'en citant le cas de Jan Gehl, un architecte urbaniste que la Fondation a fait venir à Luxembourg pour une conférence. De là a eu lieu une prise de contact avec la ville de Luxembourg, et celle-ci a développé au sein de son administration des workshops avec les services concernés pour mieux appréhender la qualité des espaces publics. Comprendre qu'une voirie n'est pas qu'un dispositif technique pour faire circuler des voitures, mais



Si on habite une maison éloignée de tout, on est prisonnier de la voiture, c'est pourquoi de plus en plus de gens redécouvrent la qualité de la vie urbaine.

qu'elle est une pièce à vivre publique, destinée à accueillir différents types d'utilisateurs circulant à pied, en bicyclette, en transports en commun, en voiture... Il est appréciable que la ville s'ouvre à ce genre de réflexion, pour aboutir à des résultats qui se feront certainement sentir dans les années à venir.

Y a-t-il au Luxembourg une conscience accrue de l'importance de la vision globale par rapport à l'objet individualisé ?

Au niveau politique, je pense qu'il y a une perception de la nécessité et des avantages du développement durable. En favorisant un urbanisme de qualité, il est aussi possible d'optimiser les infrastructures, les transports en commun, les institutions culturelles, les écoles, les commerces... Certes, l'idéal d'une grande maison avec un grand jardin autour reste présent dans les esprits de beaucoup, mais soyons réalistes, ce modèle présente aujourd'hui beaucoup d'inconvénients. On ne vit pas que dans une maison, on vit aussi dans un environnement, on vit dans ce qui est autour de la maison. Si on habite une maison spacieuse mais qui est éloignée de tout, on sera forcément prisonnier de la voiture, avec les effets que l'on connaît : dépenses de combustible, pollution atmosphérique, embouteillages... C'est pourquoi il y a de plus en plus de gens qui redécouvrent la qualité de la vie urbaine, avec la facilité d'accès à tellement de choses... Une urbanisation de qualité constitue aussi une économie pour la collectivité, car une voirie coûte la même chose, qu'elle alimente cinq maisons ou 50 logements dans un bel immeuble d'habitation. Trop souvent, la densification des villes est réduite à un phénomène de nombres et de calculs. Mais la densification bâtie doit surtout être associée avec une idée d'amélioration de la qualité de vie en milieu urbain. C'est un progrès, une chance, d'avoir autant de demande, de pouvoir façonner des quartiers intéressants, attractifs, et que la ville puisse offrir une qualité d'habitat supérieure à ce que pourrait représenter un pâté de maisons individuelles avec chacune son jardin.

Au vu des prix du marché, tout le monde ne peut cependant pas se permettre cet habitat en milieu urbain, proche de toutes les facilités...

Là, on touche une autre question, très sensible ! Il est en effet regrettable que le coût du logement pousse une partie de la population dans des régions éloignées du centre et de leur lieu de travail. C'est un réel problème auquel les politiques essaient d'apporter diverses réponses, parmi lesquelles on peut mentionner l'initiative de la ville de Luxembourg par rapport aux « Baulücken » (places à bâtir en ville) : on y construit des immeubles d'habitation qui sont mis en vente sur une base de bail emphytéotique, donc de façon à neutraliser dans le prix la part du foncier et à proposer des logements dans la capitale à des ménages qui autrement n'y pourraient pas accéder. Et il faut qu'il en soit ainsi, la ville doit être faite de mixité : elle abrite les couches les plus aisées, les projets de logements sociaux s'adressent aux familles les plus défavorisées, et il faut aussi qu'elle propose des logements à tous ceux qui se situent entre ces deux extrémités. ■